

Ouédraogo, Jean-Bernard. - Violences et communautés en Afrique noire. La région Comoé entre règles de concurrence et logiques de destruction (Burkina Faso)

Copans Jean

Cahiers d'études africaines, Année 1998, Volume 38, Numéro 150
p. 712 - 716

[Voir l'article en ligne](#)

Avertissement

L'éditeur du site « PERSEE » – le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation – détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation. A ce titre il est titulaire des droits d'auteur et du droit sui generis du producteur de bases de données sur ce site conformément à la loi n°98-536 du 1er juillet 1998 relative aux bases de données.

Les oeuvres reproduites sur le site « PERSEE » sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.

Droits et devoirs des utilisateurs

Pour un usage strictement privé, la simple reproduction du contenu de ce site est libre.

Pour un usage scientifique ou pédagogique, à des fins de recherches, d'enseignement ou de communication excluant toute exploitation commerciale, la reproduction et la communication au public du contenu de ce site sont autorisées, sous réserve que celles-ci servent d'illustration, ne soient pas substantielles et ne soient pas expressément limitées (plans ou photographies). La mention Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation sur chaque reproduction tirée du site est obligatoire ainsi que le nom de la revue et- lorsqu'ils sont indiqués - le nom de l'auteur et la référence du document reproduit.

Toute autre reproduction ou communication au public, intégrale ou substantielle du contenu de ce site, par quelque procédé que ce soit, de l'éditeur original de l'oeuvre, de l'auteur et de ses ayants droit.

La reproduction et l'exploitation des photographies et des plans, y compris à des fins commerciales, doivent être autorisés par l'éditeur du site, Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation (voir <http://www.sup.adc.education.fr/bib/>). La source et les crédits devront toujours être mentionnés.

administratif n'en fait pas l'économie. Le mouvement présidé par Laurent Désiré Kabila a, à son passif, des exécutions de quelque 2 000 sorciers dans le nord du Katanga.

1. Le petit singe [féticheur] saute le tronc [sorcellerie] et se cogne ;
2. Vous êtes assis en groupe. Qui êtes-vous en train de médire même aujourd'hui ? (chanson 190, p. 143).

Verbeek souligne que les traductions ne sont pas littérales puisque les traducteurs ont cherché à rendre plutôt le sens que la forme. Néanmoins, la beauté austère des chansons frappe. Les formules sont brèves, souvent obscures au premier contact, les associations d'idées ou d'images brusques mais combien justes. La répétition des mots, des formulations, des images fait que ce qui semble obscur, au lecteur formé par le texte écrit, émerge vers la compréhension par le retour du même ; ce qui est typique du texte produit oralement.

1. Mulenga, là où vous êtes assise, on vous loue pour les mamelles jolies, moi aussi louez-moi, oui, quelle beauté de la *kashinganga* (jeune féticheuse) !
2. Musonda..., *idem*.
3. Musonda, là où vous dansez, toi l'oiseau, ils pleurent, vraiment, sors pour danser, toi l'oiseau !
4. Mulenga, propriétaire des enfants, toi l'oiseau, ils pleurent, vraiment, propriétaire des enfants, toi l'oiseau !
5. Mukumba qui fait traverser les hommes, toi, l'oiseau, vraiment, sors pour danser, toi, l'oiseau ! [...] (chanson 45, p. 55).

Cette reconnaissance de la contribution intellectuelle des collaborateurs, que d'autres que Verbeek qualifient d'enquêteurs, n'est pas moins importante, et le livre est cosigné avec un linguiste congolais de l'Université de Lubumbashi. Enfin, la recherche a été financée par l'Institut de missiologie d'Aachen. Une preuve que la recherche missionnaire catholique peut se situer à la pointe des travaux contemporains.

Bogumil JEWSIEWICKI

OUÉDRAOGO, Jean-Bernard. — *Violences et communautés en Afrique noire. La région Comoé entre règles de concurrence et logiques de destruction (Burkina Faso)*. Paris, L'Harmattan, 1997, 240 p.

Voici un ouvrage très important, autant le dire dès le début du compte rendu. L'auteur est un sociologue burkinabé bien connu, aux multiples spécialisations : sociologie du travail, de l'urbain et de la migration, de l'image, et maintenant de la « violence ethnique »⁴⁰. À partir de ce que l'on pourrait appeler un « fait divers » par son localisme et le faible nombre de victimes (une dizaine), le sociologue essaie de reconstruire la sociologie historique qui a pu conduire à des « socialisations antagoniques » et à l'action violente. Il va du présent vers le passé puis du passé vers le présent, mais au-delà d'un usage ponctuel

40. Il est l'auteur notamment de *Formation de la classe ouvrière en Afrique noire. L'exemple du Burkina Faso*, Paris, L'Harmattan, 1989, d'une contribution au numéro « Images », des *Cahiers d'Études africaines*, XXXVI (1-2), 141-142, 1996.

d'informations ethnologiques l'auteur se tient curieusement au large du patrimoine africaniste en la matière, que ce soit en anthropologie ou en science politique. Certes l'inspiration théorique est des plus efficaces analytiquement comme nous allons le voir. On pourrait d'ailleurs qualifier amicalement l'auteur d'être le Norbert Elias de la sociologie burkinabé. Pourquoi pas ?

Le plan est clair. Il nous conduit en cinq chapitres de la restitution de l'événement à la sociologie historique des fréquentations et mouvements de population dans la région (Karaboro, Dyula, Peul), à « l'économie politique du décloisonnement » qui en découle à travers périodes coloniale et post-coloniale, et enfin à un examen des « modes d'emploi de l'action violente ». Le dernier chapitre revient sur les grandes questions de l'ethnicité, des communautés et de la nation. Mais la préférence de l'auteur pour un recours à la sociologie générale et à une comparaison éventuelle avec l'histoire européenne sans construire de comparaison intra-africaine transforme parfois cet ouvrage en une espèce d'isolat méthodologique que confirment les quelques emprunts faits à l'anthropologie et qui proviennent, très normalement pour l'approche de la violence, de cas indiens d'Amérique amazonienne ! Cela dit, l'approche des phénomènes linguistiques, d'ethnicisation propose une problématique remarquable. « L'imagination sociologique » est ici à son meilleur, d'autant que la question de la violence reste un des non-lieux effrayants de l'anthropologie moderne. Il est certainement possible d'affiner l'analyse tant au plan méthodologique que conceptuel en ce qui concerne la perspective régionale et communautaire, mais cela se fera en suivant les cheminements de Ouédraogo. Pour une perspective plus macro-sociologique et politique la démarche, par le bas, trouve ici des limites (toutefois l'auteur ne cherche pas à évoquer tout le Burkina Faso); l'ambition du sociologue porte d'abord sur « les états de l'État », ou encore sur « les modesties de l'État ». En ce sens le titre est tout à fait mystificateur car l'objet du livre n'est absolument pas là : la valeur de la généralisation c'est justement de produire un savoir précis sur un lieu, un temps et une société (au sens large), sur les causes et les modalités de la violence. Qu'il faille en connaître davantage, ethnographiquement d'une part et politiquement de l'autre, est évident. Mais le point de départ semble le bon et c'est une des premières fois que « les mots de la mort » trouvent à qui parler analytiquement : « Les mots de la sociologie » peuvent être utiles, et c'est d'ailleurs pour réagir à son niveau que le sociologue s'est lancé dans cette aventure.

Trois champs sont ouverts : l'événement et ses caractéristiques ; les niveaux d'explication d'ordre sociologique et historique, et enfin « la formation de l'action sociale violente » proprement dite. Les événements des 6-9 février 1995 concernent l'agression d'un paysan karaboro par des bergers peuls avec leurs troupeaux, puis une « ratonnade » des Peuls en représailles. On dénombre sept morts, de nombreux blessés, tous Peuls sans interférence d'autres populations. C'est, comme le dit le sociologue (dont le sens des formules justes parsème continuellement le texte, notamment au niveau des titres de chapitres et des parties), « d'un massacre à responsabilité limitée » (p. 31). Entretiens, documents de police, articles de journaux constituent la matière de départ. Le lecteur est toutefois quelque peu surpris de voir que l'identification des « faits », et même des « opinions », soit si directe et évidente. En fait l'exceptionnalité de ce massacre en période de paix civile générale, d'absence de répression

nationale ou « macro-ethnique », facilite le travail du chercheur. Sans parler des génocides sans témoins, ne serait-ce qu'institutionnels, un pogrom comme celui des Maures mauritaniens au Sénégal reste mal documenté (et au plan anthropologique pour ce qui concerne Dakar « inexplicable »)⁴¹. L'événement est donc saisissable, mais la question de l'observation de la violence physique ou même symbolique, la méthode empirique de son traitement ne sont nullement évoquées par le chercheur, ce que confirme sa manière de faire à propos d'autres objets. Cela dit, dès la page 43 la problématique est posée : lente fabrication, voie d'identification des logiques sociales dont elle est l'une des formes d'expression, la violence a une histoire, et, ajouterons-nous, une anthropologie.

L'histoire du peuplement, des mutations démographiques, économiques et sociales constitue la toile de fond première de l'explication. Comment les premiers groupes autochtones protègent-ils leur « identité » (matrimoniale, productive, rituelle) pour conserver le pouvoir ? La région de la Comoé (une carte, voire plusieurs auraient été les bienvenues !) est faite d'une poussière de sociétés dont les formes d'encadrement politique proviennent des États mandé, et notamment des royaumes de Kong ou de Bobo-Dioulasso. La migration karaboro conduit à un éclatement, à une dissemblance de l'état social (matrilinéarité à l'ouest, patrilinéarité à l'est par exemple) : « Ces formes anodines d'aliénation sociale menacent de dilution l'ordre social ancien et mènent vers un plus fort repli sur soi, vers une plus grande protection des identités collectives immédiates » (p. 48). La méfiance des étrangers peut venir de là. Sur cette base le rôle des Dyula entraîne des concurrences commerciales, et au cours de la reconstruction des identités pendant la période coloniale (et même ensuite) s'expriment des volontés contradictoires pour le contrôle de territoires communs et des tentatives de synthèses identitaires. Des « lieux communs » relient les différences dans une « symétrie partagée ». Les femmes prennent une place nouvelle, une espèce de néo-fétichisme se développe à l'époque coloniale, mais évidemment l'islam prendra le dessus. L'équation des différences construit des frontières invisibles : « dyulaisation » douce (dixit Ouédraogo), arbitraire historique des équivalences, problèmes de sémantique et de traduction linguistique modulent ces dynamiques à la fois particularistes (véritablement « paroissiales », comme on dit en anglais) et culturelles. Le sociologue va jusqu'à utiliser l'expression de prolétarianisation (p. 82) et parle « d'une double projection antagonique : l'espace moderne se projette sur les cultures locales mal préparées pour le contenir, et les règles de la vie locale sont poussées dans une modernité trop étroite pour accepter le maintien intégral de leur principe d'existence » (p. 83).

L'économie politique confirme, consolide, ou justifie ces pratiques : l'auteur note la crise du pastoralisme peul qui s'accompagne toutefois de nouveaux comportements et d'un certain professionnalisme. Il faut des moyens pour assurer les identités ou ce qu'on croit être une identité, et l'économie politique n'est pas toujours au rendez-vous, du moins au rendez-vous équitable pour tous. C'est ici qu'intervient l'État qui est relu au moyen de ses pratiques locales et surtout des intérêts locaux qui se construisent au travers de ses

41. Il n'en est pas de même en ce qui concerne les causes foncières des conflits de la vallée du fleuve Sénégal bien analysés par A. Lericollais, J. Schmitz et C. Santoir.

représentations particulières. « Alors que l'État se présente comme un lieu neutre, également disponible à tous, arbitre d'une compétition loyale, il est appréhendé par les paysans karaboro, mais aussi par les éleveurs peuls, comme une instance privée qui prend partie » (p. 132). Ce cadre complexe est théorisé encore une fois par des références de sociologie historique européenne, ce qui, le plus souvent, suscite de nouveaux problèmes au lieu de résoudre ceux qui sont si excellemment posés.

C'est alors que la violence est prise comme objet. Quatre thèmes résument la démarche de l'auteur : la violence dans la culture elle-même⁴², l'exclusion des Peuls, la question de l'équivalence sociale (et identitaire), enfin le référent ethnique aux différents niveaux. De manière très anthropologique, mais grâce à un bricolage conceptuel des plus hétéroclites (L. Boltanski, L. Lurcat, K. Marx, P. Bonnafé-M. Fielloux, mais non E. E. Evans-Pritchard, M. Gluckman ou encore A. Caillé), Jean-Bernard Ouédraogo nous rappelle la nature de l'excision et de la circoncision, de la guerre, de la vengeance et de la prédation. La construction sociale de l'altérité intègre la compétition, la non-maîtrise de la rareté, la violence comme condition de survie : ce sont des « raisons pratiques violentes ». Mais il n'est pas possible de séparer violence physique et violence symbolique : il existe une réciprocité des violences. L'exclusion des Peuls semble concrétiser cette proposition. Dans tous les domaines de la vie spatiale et sociale les Karaboro semblent rencontrer les Peuls. Migrations de population et de bétail, gardiennage des troupeaux autochtones et vols, utilisations matrimoniales, poids de la sanction sont autant de « faits » et d'« opinions ». Même le vocabulaire est mis à l'épreuve de cette différence extrême. Pourtant les plus gros troupeaux ne sont pas peuls (voir le tableau p. 182) : en fait c'est la concentration des troupeaux entre les mains d'une minorité, allochtone ou allogène, et la garde des troupeaux autochtones entre les mains des bergers peuls qui donnent cette impression de monopole par ces derniers. Et c'est pourquoi ils sont toujours plus lourdement sanctionnés.

Se pose alors la question, aussi bien anthropologique que morale ou politique : comment construire des équivalences au sein d'un espace social en voie d'uniformisation ? Le semblable devient dissemblable. Ouédraogo nous propose comme une philosophie politique de la genèse et recomposition des différences et des ressemblances. Une philosophie concrète et anthropologique mais qui va encore chercher son inspiration chez P. Bourdieu, M. Verret, P. Rosanvallon ou L. Thévenot, J. Habermas, sans citer aucun de ceux qui, en France (pour ne pas parler des africanistes anglo-saxons), ont proposé des problématiques d'anthropologie politique de la démocratie⁴³. Certes les résultats sont probants car ce n'est qu'ensuite qu'est posée la question du référent ethnique en tant que tel. À juste titre l'auteur critique les effets de la rhétorique post-moderniste et rappelle que « très peu de choses ont été dites sur « l'usage ordinaire (de l'identité ethnique) par les gens ordinaires » (p. 205). Les relations entre le local et le national, entre les communautés et les ethnies posent la problématique de la « nationalisation », du local. Il manque toutefois, à ce

42. Cette approche n'a rien à voir avec l'anthropologie culturelle qui reconstruit les schèmes d'une culture violente. Voir par exemple N. CHAGNON, *Yanomano ! The Fierce People*, New York, Holt, Rinehart & Winston, 1968.

43. Je pense notamment aux travaux d'Étienne Le Roy, de Dominique Darbon, de Babacar Sall, Jean-Pascal Daloz, Patrick Quantin et de nous-même.

moment de la démonstration, une meilleure approche des stratégies du sommet de l'État ou des groupes qui le composent, en articulation avec ceux qui font fonctionner « les appareils d'État de proximité » (pour reprendre une terminologie que j'ai utilisée ailleurs). Il y a là comme un changement d'échelle, ou plutôt de niveau d'analyse, que le sociologue n'opère pas, d'autant que, là aussi, il ne se réfère pas du tout aux travaux africanistes particulièrement abondants sur ce point précis depuis une dizaine d'années.

Mais ne faisons pas reproche au sociologue burkinabé de ne pas avoir suivi la trace de ses collègues africanistes qu'il oublie si facilement. Le recours à la tradition sociologique est une bonne chose *a priori* pour casser le ghetto africaniste, paravent commode pour éviter de s'affronter aux grandes interrogations de sa discipline d'appartenance, et cette initiative a permis de poser clairement et efficacement la question des origines et formes d'une certaine violence locale. Par ailleurs de nombreuses impasses bloquent la réflexion africaniste comme la survalorisation rhétorique des symboliques ethniques (même si c'est pour les remettre en cause). Pour avoir évité cet écueil et expérimenté une sociologie historique J.-B. Ouédraogo mérite toute notre gratitude. Gratitude qui se transforme en admiration parce que nous avons là le fruit d'une véritable recherche empirique d'une part (collectivement menée par ailleurs), et d'une recherche indéniablement africaine de l'autre. Il est bon que sur une réalité aussi sensible un bon exemple (je n'ai pas dit l'exemple parfait !) vienne d'un intellectuel burkinabé. La démarche est-elle généralisable à toute l'Afrique, aux africanistes occidentaux, et est-elle extrapolable aux niveaux nationaux et pan-régionaux ? L'auteur ne nous dit rien sur ce point et je ne suis pas sûr qu'une réponse positive à toutes ces questions soit évidente. Il serait bon cependant que cet exemple soit pris au sérieux. Ne serait-ce que pour l'avenir démocratique du continent. La leçon est bonne aussi pour les anthropologues du présent qui oublient encore trop souvent l'innommable et l'indicible.

Jean COPANS

« Politiques internationales dans la région des Grands Lacs ». — *Politique africaine*, 68. Paris, Karthala, 1998.

Commentaries on the Great Lakes Region since the genocide are generally marked by two characteristics: ignorance (often by outside commentators) and partisanship (often, but not exclusively, from those within). This issue of *Politique africaine* transcends both these tendencies; it provides a contribution of thoughtful articles by well informed observers, many with years of experience in the region. Edited by Claudine Vidal and André Guichaoua, this is an important collection. Though preliminary work, very much "work in progress" as scholars come to grips with the fundamental issues raised by the processes in evidence over the last five years in Central Africa and the larger world, these essays deserve wide readership. The only drawback is the paucity of contributors from people within the region, many of whom share a more balanced view than the political rhetoric of those in power; these alternative voices too need a forum for talking with each other and for communicating their views to the world beyond. But that is a different objective from that